

**PROCES-VERBAL
SEANCE PUBLIQUE
ORDINAIRE
CONSEIL MUNICIPAL
VENDREDI 29 OCTOBRE 2021
18h30**

Depuis le mois d'avril 2020, avec la crise sanitaire, le gouvernement a largement modifié les règles qui régissent la réunion des organes délibérants des collectivités locales. Les conseils municipaux ont pu se réunir dans des conditions qui dérogent aux règles habituelles fixées par le Code Général des collectivités territoriales. Les équipes municipales élues au printemps 2020 n'ont donc jamais pratiqués les règles habituelles de ces réunions.

A partir du 1^{er} octobre 2021, les règles dérogatoires ont pris fin. C'est le retour aux règles de droits communs qui s'impose :

- Selon l'article L.2121-7 du CGCT, les réunions du Conseil Municipal se tiennent à la mairie. Il est toutefois possible de se réunir, à titre définitif dans un autre lieu sous conditions, le lieu doit être situé sur le territoire de la commune, ne doit pas contrevenir au principe de neutralité et doit permettre d'assurer la présence du public.
- Le quorum est repassé à la moitié des membres en exercice. Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil peut de nouveau être convoqué au moins trois jours plus tard et peut alors se réunir sans condition de quorum.
- Chaque membre ne pourra, à nouveau disposer que d'un seul pouvoir.
- L'ouverture au public est obligatoire, la retransmission audiovisuelle est facultative.

Le retour dans la salle du Conseil Municipal en Mairie implique qu'il n'y aura plus de copies de la note explicative pour l'ensemble des conseillers municipaux et des projets de délibérations pour les élus rapporteurs, du fait que la salle du Conseil Municipal permet, de nouveau, une connexion facilitée à Docapost Elus et ce, conformément aux dispositions prévues dans l'avenant n°1 au règlement intérieur. Il revient donc à chaque élu rapporteur de se rapprocher de son service, pour éventuellement disposer d'une copie papier des projets de délibérations à présenter

Les dispositions de l'article 1er du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 doivent nécessairement être respectées lors des réunions du Conseil Municipal.

Il est également demandé à chaque élu le port du masque individuel ainsi que le lavage des mains à l'entrée et au moment des divers votes à bulletin. Une solution hydro alcoolique sera mise à disposition. Vous devrez vous munir également de votre propre stylo.

Le nombre de conseillers en exercice, au jour de la séance était de 29 sur lesquels 18 membres étaient présents, à savoir :

PEYRON Eric - PRALAS Serge – GODOT Robert - PLOTTON Françoise - BEN TAÏEB Karim - DIAT Marie-Thérèse – DION Maurice - PILATO Anne - BARROSO Martine – CHELBI Habib - SAUNIER Marlène - VILLARD Xavier – MAHMOUDI Nassera – MICHAUD Pascal – GAYA Patrick* - DIALLO Daouda- BARRIQUAND Bruno – CATHELAND Gérard

***GAYA Patrick est arrivé à 18h45 pendant le point n°5**

Absents excusés avec pouvoir : **VIGOGNE Ambre – FADHLOUN BARBOURA Itidal – GENESTE Jacky - BERNARD Valérie – SECCO Patricia – LACOTE Clément**

Absents sans pouvoir : **LAVIGNOTTE Serge- FORESTIER Nathalie – PEGON Arnaud – VIEILLY Charlotte – ROUCHON Marie-Laure**

Secrétaire élu pour la durée de la séance : **GODOT Robert**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit, donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
VIGOGNE Ambre	DIALLO Daouda
FADHLOUN BARBOURA Itidal	CHELBI Habib
GENESTE Jacky	DIAT Marie-Thérèse
BERNARD Valérie	PEYRON Eric
SECCO Patricia	SAUNIER Marlène
LACOTE Clément	BARRIQUAND Bruno

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Chaque élu a été destinataire du procès-verbal de la réunion du 24 septembre 2021, adopté à l'unanimité sans observation particulière.

ADMINISTRATION GENERALE

1. PARTICIPATION AU 103^{ème} CONGRES DES MAIRES DE FRANCE - MANDAT SPECIAL DONNE A M. ERIC PEYRON, MAIRE (Rapporteur : Serge PRALAS)

Chaque année, est organisé le Congrès des Maires de France à Paris par l'Association des Maires de France, qui se tiendra du 16 au 18 novembre 2021 sur le thème « Les Maires en première ligne face aux crises ».

Il est à souligner que pour cet événement, l'Association des Maires de la Loire et des Présidents d'Intercommunalité (AMF 42) prend en charge les frais d'inscription et qu'un forfait de 150 € est alloué pour l'hébergement et les frais de déplacement. Une demande devra être adressée à l'association avant le 31/12/2021 avec les justificatifs correspondants.

Au regard de ses nouvelles fonctions électives, M. Eric PEYRON se rendra à cet événement, qui témoigne de l'unité et de l'engagement quotidien des élus locaux, auprès des populations et leur rôle toujours irremplaçable, dans l'organisation et la cohésion territoriales de la France et, permet, également, d'échanger avec les collègues de régions différentes.

Ce déplacement s'inscrit dans le cadre d'une mission qui sort des activités, pour lesquelles les élus ont été dûment désignés ou élus par le Conseil Municipal pour le représenter et, relève d'un mandat spécial.

Le mandat spécial s'applique pour une mission accomplie dans l'intérêt de la commune, par un membre du Conseil Municipal et avec l'autorisation de celui-ci. La notion de mandat spécial exclut toutes les activités courantes de l'élu et doit correspondre à une opération déterminée de façon précise et limitée dans le temps. Le mandat spécial doit entraîner des déplacements inhabituels comme le Congrès des Maires de France.

Les frais afférents à cette mission pourront faire l'objet d'un remboursement, conformément aux articles L 2123-18 et R 2123-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à la délibération du 26 mars 2021, approuvant les modalités de remboursement des frais engagés par les élus locaux (séjour-déplacement-frais d'aide et de secours-frais d'aide à la personne), notamment dans le cadre d'un mandat spécial.

Pour rappel, le remboursement des frais de mission est liquidé dans des conditions analogues à celles des frais de missions des fonctionnaires territoriaux. Concernant d'éventuels frais de transport, ils seront remboursés en fonction de l'état et des justificatifs fournis.

Par conséquent le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **DONNE** mandat spécial à Monsieur Le Maire pour sa participation au Congrès des Maires de France du 16 au 18 novembre 2021,
- **AUTORISE** la prise en charge des frais afférents à cette mission,
- **PRECISE** que les dépenses seront affectées aux articles budgétaires correspondants.

2. RAPPORT DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION A LA SEANCE DU 24 SEPTEMBRE 2021 EN VERTU DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (Rapporteur : Serge PRALAS)

Par délibération du 28 mai 2020, le Conseil Municipal a accordé à Monsieur Le Maire, et aux Adjoints en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, une délégation de pouvoirs en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Depuis la convocation à la séance du Conseil Municipal du 24 septembre 2021, M. Le Maire a pris les décisions municipales suivantes :

MARCHES PUBLICS

DECISION MUNICIPALE N° 2021-81
ANALYSE DE LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE

DIVERS

DECISION MUNICIPALE N° 2021-76
SERVICE JEUNESSE - MODIFICATION DE LA REGIE DE RECETTES ET
D'AVANCES

DECISION MUNICIPALE N° 2021-77
PROGRAMMATION CULTURELLE 2021 - APROBATION AVENANTS
A CONTRATS DE CESSION

DECISION MUNICIPALE N° 2021-78
CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU COLUMBARIUM DE MABLY
N° 170/2021-20

DECISION MUNICIPALE N° 2021-79
REQUETE INTRODUCTIVE PRESENTTEE PAR LA COMMUNE DE MABLY
DONT LE SIEGE SOCIAL EST SITUE - 5 RUE DU PARC - 42300 MABLY AUPRES
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON
AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE ET DESIGNATION D'UN AVOCAT
TRANSFERT DE PROPRIETE DE LA CHAMBRE FUNERAIRE DE MABLY

DECISION MUNICIPALE N° 2021-80
CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU COLUMBARIUM DE MABLY
N° 163/2021-19

DECISION MUNICIPALE N° 2021-82
SUPPRESSION DE LA REGIE DE RECETTES DU SERVICE CULTURE POUR
L'ENCAISSEMENT DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
DES FORAINS

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions municipales détaillées ci-dessus.

FINANCES

3. ADMISSION EN NON-VALEUR DES TITRES IRRECOUVRABLES – BUDGET GENERAL - ANNEE 2021 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Monsieur le Comptable Public de la Trésorerie de Roanne Municipale m'a demandé de prononcer l'admission en non-valeur des dettes suivantes, dont les poursuites sont restées sans effets et bénéficiant d'un PV de carence.

Titres de recettes

- N°177- Année 2015 – pour un montant de 10 € - Solde location salle P.Hénon
- N° 193 – Année 2016 – pour un montant de 668 € - location salle P.Hénon
- N° 178 – Année 2017 – pour un montant de 668 € - location salle P.Hénon
- N° 368 – Année 2018 – pour un montant de 668 € - location salle P.Hénon

Soit un montant total de **2 014 €**

M. PEYRON répond à M. BARRIQUAND que les titres irrecevables concernant la location de la salle Pierre Henon concernent l'association Rire et Comédie, association qui n'existe plus.

Par conséquent, le Conseil municipal, par 22 voix pour et 1 abstention (LACOTE Clément) :

- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à accepter l'admission en non-valeur des titres de recette ci-dessus pour un montant total de **2 014 €**.
- **DIT** que la dépense résultant des admissions en non-valeur sera imputée à l'article 6541 « créances admises en non - valeur » du budget général.

4. ADMISSION EN NON-VALEUR ET EFFACEMENT DE DETTE DES TITRES IRRECOUVRABLES - BUDGET RESTAURANT SCOLAIRE - ANNEE 2021 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Monsieur le Comptable Public de la Trésorerie de Roanne Municipale m'a demandé de prononcer l'admission en non-valeur des dettes relatives au Restaurant Scolaire, pour un redevable ayant bénéficié d'un effacement de dette par ordonnance du Tribunal d'instance.

- Titre n° 430 – année 2014 - pour un montant de 47.60 €
- Titre n°469 – année 2014 - pour un montant de 71.40 €
- Titre n°16 – année 2015 - pour un montant de 57.12 €

Soit un total de 176.12 €

Il me demande également de prononcer l'admission en non-valeur des dettes suivantes :

- Titre n° 195 – année 2020 - pour un montant de 15.30 €
- Titre n° 51 – année 2020 - pour un montant de 35.70 €
- Titre n°143 – année 2012- pour un montant de 51.60 €
- Titre n°97 – année 2012 – pour un montant de 48.16 €

- Titre n° 442 – année 2013 – pour un montant de 37.48 €
- Titre n° 54 – année 2013 – pour un montant de 30.96 €
- Titre n°331 – année 2014 – pour un montant de 23.66 €
- Titre n°137 – année 2019 – pour un montant de 49.00 €
- Titre n°226 – année 2019 – pour un montant de 36.00 €
- Titre n°314 – année 2019 – pour un montant de 40.80 €
- Titre n°343 – année 2019 – pour un montant de 30.60 €
- Titre n°181 – année 2020 – pour un montant de 30.60 €
- Titre n°57 – année 2020 – pour un montant de 48.96 €

Soit un total de 478.82 € correspondant à des repas au Restaurant Scolaire dont les familles ne résident plus sur la commune ou dont les poursuites sont restées sans effet.

Mme MAHMOUDI pose quelques questions sur l'origine de ces dettes et obtient confirmation que les redevables ne sont pas forcément des familles à faible revenu.

Par conséquent, le Conseil municipal, par 22 voix pour et 1 abstention (LACOTE Clément) :

- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à accepter la demande d'effacement de dette et l'admission en non-valeur des titres de recette ci-dessus pour un montant total de **654.94€**.
- **DIT** que la dépense résultant de l'admission en non-valeur au titre de l'effacement de dette sera imputée à l'article 6542 « Créances éteintes », et que les admissions en non-valeur des autres titres seront imputées à l'article 6541 « créances admises en non-valeur » du budget restaurant scolaire.

RESSOURCES HUMAINES

5. PERSONNEL COMMUNAL : AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES POUR L'ORGANISATION DE SESSIONS DE FORMATION (Rapporteur : Daouda DIALLO)

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5111-1 portant sur les conventions de prestations de services,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 10 juillet 2019, portant approbation d'une convention de prestation de services avec Roannais Agglomération pour l'organisation de sessions de formation.

Roannais Agglomération propose à ses communes membres, et aux entités publiques qui en dépendent, une prestation de services pour l'organisation de sessions de formation. A cet effet, une convention de prestation de services avait été signée entre la commune de Mably et Roannais Agglomération, et cette dernière prendra fin le 28 octobre 2021.

Il est proposé de modifier les dates de fin des conventions par avenant, soit au 31 décembre 2021.

Cette proposition d'avenant s'adresse aux entités suivantes : Ambierlè, Le Coteau, Mably, Opheor, Ouches, Pouilly-les-Nonains, Roannaise de l'Eau, Renaison, Riorges, Saint- Martin-d'Estreaux, Saint-Romain-La-Motte, le SEEDR, Saint-Alban-les-Eaux, Saint-André-d'Apchon et Villerest ;

Une nouvelle convention de prestation de services sera proposée aux communes membres de Roannais Agglomération, et aux entités qui en dépendent, à compter du 1^{er} janvier 2022.

M.BARRIQUAND obtient confirmation que le Directeur Général des Services de Roannais Agglomération, précédent Directeur Général Adjoint, occupe de manière cumulative les fonctions de Directeur du SEEDR.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'avenant n°1 aux conventions de prestation de services pour l'organisation de sessions de formation ;
- **PRECISE** que ces avenants prendront effet au 29 octobre 2021 ;
- **DIT** que les conventions de prestation de services prendront fin au 31 décembre 2021 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cet avenant à la convention.

6. RECENSEMENT DE LA POPULATION 2022 : RECRUTEMENT ET RETRIBUTION DES AGENTS RECENSEURS (Rapporteur : Daouda DIALLO)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-2,1;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale;

Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité notamment son article 156 III;

Vu le décret n°2019-1302 du 5 décembre 2019 modifiant le décret n°2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population;

Dans le cadre de la réalisation de l'enquête de recensement dans les communes de moins de 10 000 habitants, la commune de Mably fera appel à des agents recenseurs qui interviendront sur la période de janvier à février 2022. Le nombre d'agents recenseurs est fixé à **16**. Les agents recenseurs sont désignés par arrêté municipal et considérés, dans le cas d'un recrutement externe, comme des agents non titulaires.

La désignation des agents recenseurs et leurs conditions de rémunération sont de la seule responsabilité de la commune. A noter que l'Etat verse une dotation forfaitaire à la commune égale à 13 590 euros.

Dans une démarche de développement durable et à l'ère du numérique, la commune de Mably souhaite inciter les agents recenseurs à maximiser les retours des réponses des foyers via

internet. Pour cela, elle propose une indemnisation plus attractive à l'agent recenseur selon la part du retour des réponses par internet.

Il est donc proposé d'adopter l'indemnisation nette suivante aux agents recenseurs :

- 3 € par logement,
- 44 € les 2 ½ journées de formation,
- 100 € la journée de repérage du district
- Forfait frais de déplacement :
 - o 130 € pour le district 51
 - o 90 € pour le district 52
 - o 60 € pour les autres districts
- 150 € retours internet à partir de 75 % de réponses,
- 75 € retours internet de 50 % à 75 % de réponses.

Mme DIAT demande combien de temps dure ce recensement.

M. PEYRON lui répond que c'est prévu en janvier et février 2022.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **AUTORISE** le Maire à recruter 16 agents recenseurs ;
- **FIXE** comme explicité ci-dessus la rémunération des agents recenseurs ;
- **INSCRIT** les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents au budget correspondant.

URBANISME-FONCIER-ENVIRONNEMENT

7. INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER (DIA) ET DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION (Rapporteur : Serge PRALAS)

Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Le Maire rend compte au Conseil Municipal des décisions relatives à l'exercice des droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal en la matière.

Depuis l'information donnée lors du Conseil Municipal du 2 juillet 2021, le droit de préemption n'a pas été exercé pour les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) suivantes :

Référence cadastrales	Adresse	Superficie	Désignation du bien	Décision de non préemption
AN 724	11 impasse Alphonse Daudet	941m ²	Bâti sur terrain propre	2 juin 2021
AN 726 et AN 727 à titre indivis les parcelles à usage de voirie	7 impasse Alphonse Daudet			

AM 268	9 rue Alain Fournier	767m ²	Bâti sur terrain propre	7 juin 2021
AM 169	13 rue Voltaire	588m ²	Bâti sur terrain propre	11 juin 2021
AP 205	33 rue Théophile Gautier	826m ²	Bâti sur terrain propre	14 juin 2021
BH 8 BH 12 les 2/8 ^{ème} indivis en pleine propriété de la voie de desserte	405 route de Briennon Marly Nord	17 889m ²	Bâti sur terrain propre	14 juin 2021
AK 3 AH 37	42 rue de la Maison du Passeur Les Essarts	1044m ²	Bâti sur terrain propre	21 juin 2021
AL 301	4 rue François Mitterrand	10 669m ²	Bâti sur terrain propre	21 juin 2021
BC 308	Rue des Magnolias	241m ²	Non bâti	21 juin 2021
BB 167	10 rue des Chênes	622m ²	Bâti sur terrain propre	21 juin 2021
BC 311	Rue des Magnolias	241m ²	Non bâti	21 juin 2021
AP 68	15 rue Gustave Flaubert	515m ²	Bâti sur terrain propre	21 juin 2021
AO 454	16 rue des Merisiers	529m ²	Bâti sur terrain propre	21 juin 2021
AN 203	7 rue Honoré de Balzac	760m ²	Bâti sur terrain propre	21 juin 2021
AO 104	24 rue Jean Bailly	620m ²	Bâti sur terrain propre	21 juin 2021
AP 215	1 rue des Martyrs de Soweto	16 879m ²	Bâti sur terrain propre	22 juin 2021
AE 37	5 rue Jacquard	2500m ²	Bâti sur terrain propre	9 juillet 2021
AL 43	201 route de Briennon	700m ²	Bâti sur terrain propre	9 juillet 2021
AN 66	51 rue Jean de la Fontaine	500m ²	Bâti sur terrain propre	13 juillet 2021
AP 224	15 rue Prosper Mérimée	704m ²	Bâti sur terrain propre	13 juillet 2021
AN 298	11 rue Emile Zola	517m ²	Bâti sur terrain propre	13 juillet 2021
AI 58	79 rue de la Maison du Passeur	458m ²	Bâti sur terrain propre	13 juillet 2021
AN 753	55 Bis route de Briennon	995m ²	Bâti sur terrain propre	13 juillet 2021
AN 324	7 impasse Pierre Benoît	715m ²	Bâti sur terrain propre	13 juillet 2021
BA 15 (lot a)	317 route de Briennon	455m ²	Bâti sur terrain propre	13 juillet 2021

BA 19	309 route de Briennon	553m ²	Bâti sur terrain propre	13 juillet 2021
AI 46	49 rue de la Maison du Passeur	454m ²	Bâti sur terrain propre	13 juillet 2021
BC 53	3 rue des Rosiers	403m ²	Bâti sur terrain propre	13 juillet 2021
AL 171	22 rue des Georges Brassens	651m ²	Bâti sur terrain propre	13 juillet 2021
BD 55 BD 277	Rue du Parc 50 rue du Pin	361m ²	Bâti sur terrain propre	13 juillet 2021
AO 9	4 rue Gustave Flaubert	700m ²	Bâti sur terrain propre	16 juillet 2021
AP 1	32 rue Pierre Corneille	925m ²	Bâti sur terrain propre	16 juillet 2021
D 1594	L'Ecluse en cours de modification	2766m ²	Non bâti	19 juillet 2021
BD 283 et BD 286	Rue des Muguets	192m ²	Bâti sur terrain propre	20 juillet 2021
AN 376 et AN 377	39 rue Alphonse Daudet	1000m ²	Bâti sur terrain propre	23 juillet 2021
AK 380	4 rue de Bir Hakeim	258m ²	Bâti sur terrain propre	27 juillet 2021
BC 309	Rue des Magnolias	236m ²	Non bâti	2 août 2021
BC 304 et BC 302	Rue des Magnolias	369m ²	Non bâti	2 août 2021
AN 749 et AN 258	75 route de Briennon	499m ²	Bâti sur terrain propre	2 août 2021
BC 303 et BC 302	Rue des Magnolias	440m ²	Non bâti	2 août 2021
AL 310	34 rue Olympe de Gouges	10m ²	Bâti sur terrain propre	2 août 2021
AO 507 et AO 396	6 impasse des Sorbiers	352m ²	Bâti sur terrain propre	2 août 2021
AN 756, AN 744 et AN 758	33 rue Jean de la Fontaine	1829m ²	Non bâti	2 août 2021
AM 255	66 rue Jean de la Fontaine	712m ²	Bâti sur terrain propre	5 août 2021
AX 39	40 route de Paris	1370m ²	Bâti sur terrain propre	16 août 2021
BD 85	Rue du Parc	714m ²	Bâti sur terrain propre	16 août 2021
BC 311	Rue des Magnolias	309m ²	Non bâti	19 août 2021
AV 17, AV 49, AV 50 et AV 51	Les Tuileries Nord	54 337m ²	Non bâti	2 septembre 2021
AS 283	69 route de Paris	6657m ²	Non bâti	3 septembre 2021
AS 282	69 route de Paris	3584m ²	Non bâti	3 septembre 2021

AO 305	10 rue Victor Hugo	383m ²	Bâti sur terrain propre	10 septembre 2021
AW 280 et AW 283	2 rue Nelson Mandela et les Tuileries Est (1/6 ^{ème} indivis)	1291m ²	Bâti sur terrain propre	10 septembre 2021
AL 310, AL 311, AL 312, AL 315, AL 331, AL 332, AL 330, AL 324, AL 329, AL 328	32 et 34 rue Olympe de Gouges Billodièrre Nord	1085m ²	Bâti sur terrain propre	14 septembre 2021
AN 266	44 rue Victor Hugo	1047m ²	Bâti sur terrain propre	20 septembre 2021
AL 319 et AL336	42 rue Olympe de Gouges Billodièrre Nord	184m ²	Bâti sur terrain propre	30 septembre 2021
AL 310, AL 311, AL 312, AL 315, AL 321, AL 324, AL 328, AL 329, AL 330 et AL 332	32 et 34 rue Olympe de Gouges	1085m ²	Bâti sur terrain propre	30 septembre 2021
BC 307	Rue des Magnolias	238m ²	Non bâti	30 septembre 2021
AN 626	9 rue François Villon	821m ²	Bâti sur terrain propre	30 septembre 2021

Le service Urbanisme apportera une réponse à M. BARRIQUAND concernant la DIA D 1594 L'écluse en cours de modification.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions détaillées ci-dessus.

8. ECLAIRAGE PUBLIC – REMPLACEMENT DE 15 LANTERNES – RUE DU FORT DE TROYON (Rapporteur : Robert GODOT)

Il y a lieu d'envisager des travaux d'éclairage public rue du Fort de Troyon, et plus particulièrement le remplacement de 15 lanternes.

Conformément à ses statuts (article 2 notamment) et aux modalités définies par son Comité et son Bureau, le SIEL – Territoire d'énergie Loire peut faire réaliser des travaux pour le compte de ses adhérents.

Par transfert de compétences de la commune, il assure la maîtrise d'ouvrage des travaux faisant l'objet de la présente. Il perçoit, en lieu et place de la commune, les subventions éventuellement attribuées par le Conseil Départemental de la Loire, le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes, l'Union Européenne ou d'autres financeurs.

Par courrier en date du 6 avril 2021, Madame la Présidente du SIEL- Territoire d'énergie Loire indique que la participation du syndicat, dans le cadre du Plan de Relance, va se

concentrer sur les travaux d'éclairage public et de dissimulation électrique et ce sur une durée de 2 ans. Ainsi la participation communale passe de 98 % à 93 % pour les travaux relatifs à l'éclairage public.

Financement - Coût du projet actuel :

Détail	Montant HT Travaux	% - PU	Participation Commune
Remplacement 15 lanternes Rue du Fort de Troyon	7 045.23 €	93.0 %	6 552.06 €
TOTAL			6 552.06 €

Ces contributions sont indexées sur l'indice TP 12.

A défaut de paiement dans le délai de trente jours, à réception du titre de recette, il sera appliqué des intérêts moratoires au taux légal en vigueur.

M.CATHELAND s'interroge sur la longévité des ampoules. M.PEYRON répond que dans le cas présent les lampes sont défectueuses.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **PREND** acte que le SIEL-TE, dans le cadre des compétences transférées par la commune, assure la maîtrise d'ouvrage des travaux "Remplacement de lanternes – Rue du Fort de Troyon " dans les conditions indiquées ci-dessus, étant entendu qu'après étude des travaux, le dossier sera soumis à Monsieur le Maire pour information avant exécution,
- **APPROUVE** le montant des travaux et la participation prévisionnelle de la commune, étant entendu que le fonds de concours sera calculé sur le montant réellement exécuté,
- **PREND** acte que le versement du fonds de concours au SIEL-TE est effectué en une seule fois,
- **DECIDE** d'amortir ce fonds de concours en **15** années,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces à intervenir.

COHESION SOCIALE

9. APPROBATION DE LA CONVENTION D'UTILISATION ET DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX DANS LE CADRE DU TEMPS PERI EDUCATIF A L'ASSOCIATION "CENTRE SOCIAL DE MABLY" (Rapporteur : Eric PEYRON)

Monsieur Le Maire expose :

La Commune de Mably est propriétaire des écoles élémentaire et maternelle Jacques Prévert, situées au numéro 9 de la rue du Fort de Troyon à Mably, et de la Maison de Quartier des Tuileries située 67 route de Paris à Mably.

Depuis l'été 2020, le Centre social de Mably a pu rencontrer une difficulté liée au protocole d'accueil des enfants en raison de la crise sanitaire CoVid19. Afin de proposer une solution d'accueil des enfants à un maximum de familles et, trouver une réponse aux nouveaux besoins en termes de locaux d'accueil pour l'A.L.S.H. de l'association, la municipalité a mis à disposition les sites des écoles maternelles et élémentaires Jacques Prévert pour les mercredis et les vacances scolaires. Cette occupation des locaux par l'ALSH a donné lieu à une évaluation positive, ouvrant la perspective d'une reconduction de cette mise à disposition.

Aujourd'hui, le partenariat existant entre la commune de Mably et le Centre Social de Mably se trouve de nouveau renforcé par l'émergence de projets communs.

En premier lieu le centre Social de Mably, via son ALSH devient organisateur pour la période du 8 novembre 2021 au 7 juillet 2022, d'un ALSH périscolaire à titre expérimental sur le temps méridien et localisé sur le site élémentaire Prévert. Une mise à disposition de locaux est donc nécessaire concernant ces temps.

Le Centre Social de Mably a initié un dispositif d'accompagnement à la scolarité pour des enfants de l'école élémentaire J. Prévert lors de l'année scolaire 2020/2021. Aujourd'hui, le Centre Social de Mably souhaite également développer ce dispositif en direction d'enfants scolarisés à l'école des Tuileries. A ce titre, suite à des échanges entre les équipes du centre social, de la commune et de l'école, il est apparu que les locaux les plus adaptés étaient ceux de la Maison de quartier des Tuileries.

Au regard du partenariat régulier déjà existant, il est donc décidé de mettre à disposition du Centre social de Mably plusieurs locaux communaux permettant de développer des projets en direction des enfants sur les temps péris éducatifs pour cette année scolaire 2021/2022.

La présente convention précise en ce sens les termes de cette mise à disposition.

Les frais d'eau, de gaz et d'électricité seront supportés par la Commune de Mably ainsi que l'entretien courant des locaux. L'association s'engage toutefois à remettre en état de propreté les espaces mis à sa disposition, après chaque utilisation.

Concernant les occupations relatives aux temps méridiens sur le site élémentaire Prévert et l'accompagnement scolaire dans la maison de quartier des Tuileries, la commune aura en charge l'entretien et de la partie nettoyage et désinfection des locaux et matériels.

Lors des périodes de vacances scolaires et les mercredis, concernant le nettoyage et la désinfection des locaux et matériels, l'association s'engage à respecter le protocole sanitaire relatif aux accueils collectifs de mineurs.

Un suivi régulier des termes de la convention sera assuré par le coordonnateur des politiques éducatives, au sein du pôle développement social et culturel.

La présente convention est consentie et acceptée pour l'année scolaire 2021/2022 en cours, soit jusqu'au mardi 23 août 2022.

M.BARRIQUAND demande si les équipes enseignantes sont bien associées au projet notamment, en termes de co-utilisation des locaux et parfois du matériel. M.PEYRON et Mme BARROSO confirment que l'équipe éducative est bien associée et informée du projet.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la convention de mise à disposition des locaux à l'association "Centre social de Mably" ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

VIE ASSOCIATIVE

10. VERSEMENT SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES (Rapporteur : Karim BEN TAÏEB)

Concernant la subvention proposée ce soir au Comité des Œuvres Sociales de la ville de Mably, M.BEN TAÏEB précise que cette association date du 25 mars 1977. Ses membres sont des agents en exercice ou des retraités du personnel de la ville de Mably. L'objet de cette association est de venir en aide au personnel municipal en participant à des événements familiaux (mariages, naissances, cadeaux pour les enfants pour Noël, médailles du travail, retraites), en organisant des manifestations (vide grenier, journée familiale, arbre de Noël...), en proposant des aides diverses sous formes de tarifs préférentiels sur les parcs, le cinéma ainsi que des prestations spécifiques pour ses membres. M.BEN TAÏEB indique que les sommes allouées au COS sont reversées à l'euro près aux bénéficiaires qui sont des agents de la Mairie. Un bilan de ces prestations est d'ailleurs dressé chaque année par l'association et présenté lors du rapport financier de l'association lors de l'Assemblée Générale à laquelle la mairie est systématiquement représentée. Le montant de la subvention proposée au Conseil Municipal vise à traiter la situation de plusieurs agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite depuis 2019.

Le Conseil Municipal, après examen de plusieurs demandes de subvention parvenues en Mairie depuis la dernière séance, à l'unanimité :

- **ACCORDE** les aides exceptionnelles suivantes :
 - **300,00 €** à l'association « **Union locale des syndicats Force Ouvrière de Roanne et sa région** » : subvention pour l'année 2021
 - **17 515,00 €** à l'association « **Comité des Œuvres Sociales du personnel de la Ville de Mably** » : subvention pour l'année 2021

LETTRES, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

M.PEYRON redonne les dates de Conseils Municipaux 2022 en insistant sur le changement de jour, soit le mardi, à partir du mois de mai. Les deux premiers Conseils Municipaux de 2022 resteront quant à eux le vendredi.

Il fait part de quelques remerciements, notamment de Brigitte BONNEFOND, suite au décès de son père et le Don du Sang suite à la collecte du 14 septembre dernier.

M.PEYRON donne la parole à M. CATHELAND. Ce dernier souhaite connaître les suites données à la réunion organisée il y a plusieurs mois en Mairie en présence des représentants de la Mairie et du SIEL sur le signalement de non-conformité et demande si un compte rendu a été réalisé. M.PEYRON demande à M. CATHELAND de resituer le contexte de cette réunion, ce que refuse de faire M. CATHELAND. M.PEYRON indique donc que suite à une saisine de la sous-préfecture par M. CATHELAND, au sujet d'éventuelles non-conformités en éclairage public, une réunion a été programmée en mairie en présence des principaux protagonistes et qu'aucun compte rendu de cette réunion en mairie et sur site n'a été réalisé. M.CATHELAND regrette fortement que les non-conformités cachées par du béton ne soient pas prises plus au sérieux que cela. M.PEYRON répond que les non-conformités sont prises en compte tout en s'appuyant aussi sur l'expertise des entreprises et des bureaux de contrôle agréés à qui la commune fait confiance. M.CATHELAND n'est pas satisfait de cette réponse, remet en question la manière de travailler des entreprises concernées parlant de « malhonnêteté » et indique que la prochaine étape sera la conférence de presse. M.PEYRON en prend note.

M.CHELBI souhaite faire une déclaration :

« La tribune libre de l'opposition « Un nouvel avenir pour Mably » parue dans le Mably Info n°159 de septembre 2021 remet en cause la politique de terrain menée par la majorité élue. Cette tribune s'appuie sur des éléments erronés car il fait état d'une situation, celle d'une habitante menacée de mort et frappée par une de ses voisines » et du fait « qu'un élu référent se serait déplacé une fois pour constater le problème. » Etant l'élu référent, je me permets donc de faire ce droit de réponse et de rétablir ainsi la vérité.

A ce jour, nous n'avons connaissance d'aucune menace ni de situation similaire non traitée. Nous ne connaissons à ce jour ni l'identité des personnes concernées, ni le secteur de résidence. La police interrogée lors du GPO (Groupe de Partenariat Opérationnel) mensuel, n'a pu apporter aucun élément nous permettant de donner crédits à de tels propos.

A défaut d'informations de la part de l'opposition, nous leur demandons de mesurer à l'avenir leurs propos pouvant mettre en cause, sans fondement, les actions des élus et services concernés. »

Mme MAHMOUDI interpelle enfin M. CATHELAND sur la manière dont il s'exprime lors des réunions municipales, regrettant le ton énervé qu'il emploie de manière systématique. M. CATHELAND répond parler comme il l'entend. M.PEYRON rappelle à M. CATHELAND qu'il est coutumier du fait et qu'il ne peut certainement pas parler comme il veut et faire ce qu'il veut. Certains antécédents montrent qu'il a déjà dépassé certaines limites. M.PEYRON s'autorise à dire que le travail issu des instances auxquelles il participe n'est pas collaboratif.

Fin de la séance à 19H14

Le Maire,

Eric PEYRON



Le secrétaire de séance,

Robert GODOT



